

Démocratie

ENQUÊTE ÉLECTORALE 2026 : LES ENSEIGNEMENTS DE LA VAGUE DE SEPTEMBRE

Antoine Bristielle

14/09/2026

À l'approche de l'entrée en campagne, la nouvelle vague de l'Enquête électorale française, menée par Ipsos BVA/Cesi École d'ingénieurs pour le Cevipof, Le Monde, l'Institut Montaigne et la Fondation Jean-Jaurès, offre un éclairage sur l'état de la société française. Les résultats dressent un constat préoccupant, selon Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation.

[Les résultats complets de l'enquête](#)

À sept mois de l'élection présidentielle, la campagne n'en est encore qu'à ses balbutiements : toutes les candidatures ne sont pas connues, les alliances restent incertaines et, comme toujours à ce stade, les rapports de force mesurés aujourd'hui auront encore largement le temps d'évoluer. Il suffit d'ailleurs de se souvenir de la situation à l'automne 2021 pour mesurer tout ce qui peut encore se produire d'ici au premier tour.

La nouvelle vague de l'enquête électorale, menée auprès de 13 000 personnes, offre ainsi une photographie particulièrement précise de la société française au moment où celle-ci s'apprête à entrer en campagne : son état d'esprit, ses préoccupations, ses attentes et le regard qu'elle porte sur la situation du pays.

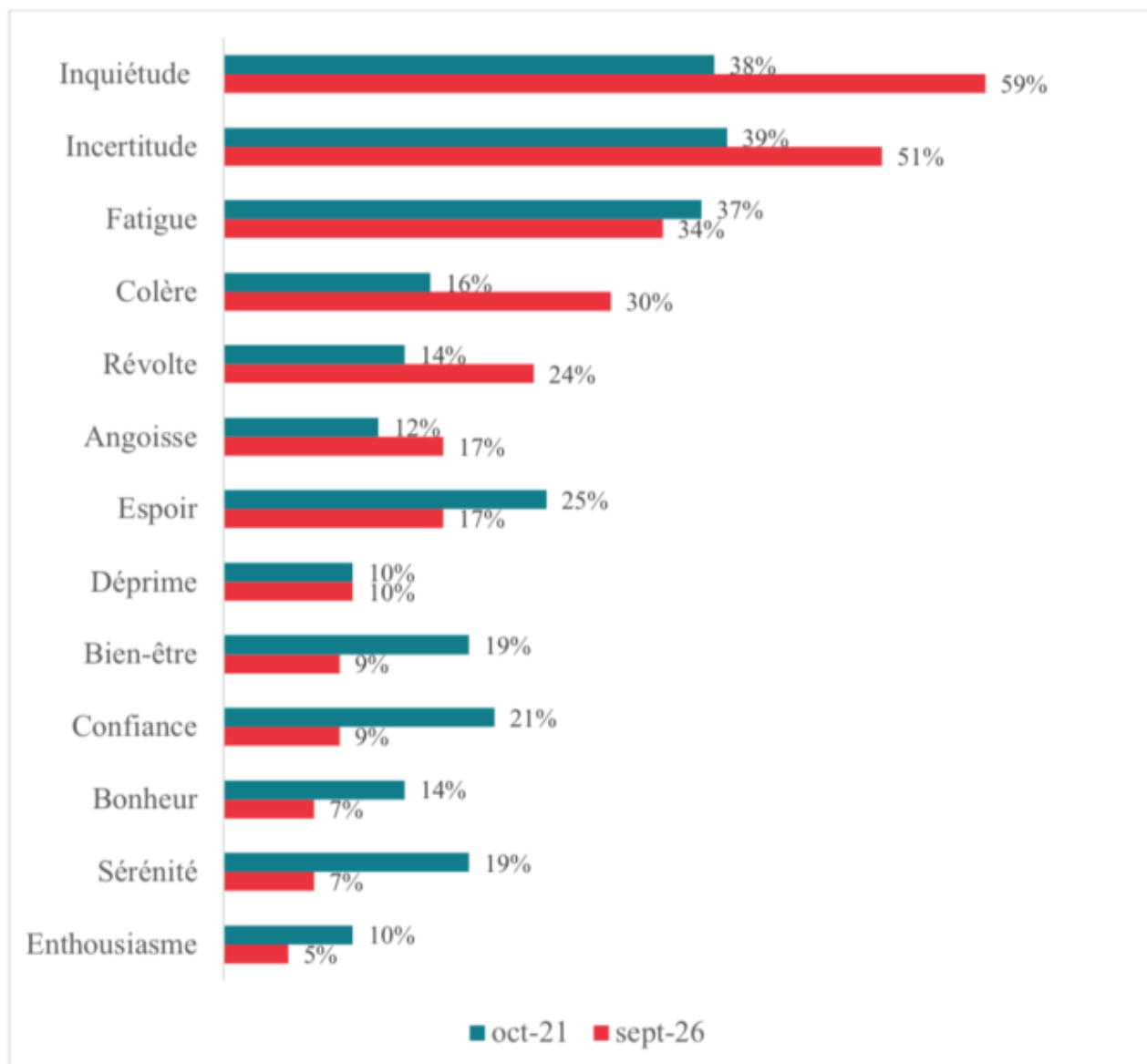
Or, cette photographie est particulièrement préoccupante, non pas en raison d'un indicateur isolé, mais parce qu'une série de signaux, lorsqu'on les met bout à bout, dessinent un état de l'opinion rarement aussi dégradé. Le pessimisme progresse, les perspectives individuelles s'assombrissent, les attentes de changement majeur s'intensifient et le jugement porté sur les responsables politiques se durcit. Pris séparément, chacun de ces phénomènes est connu. C'est leur

accumulation, et surtout la manière dont ils semblent aujourd'hui se renforcer mutuellement, qui doit nous alerter.

Une élection présidentielle ne se joue jamais uniquement entre des candidats et des programmes. Elle se déroule dans un climat particulier, à un moment particulier de l'histoire d'un pays. Cette note propose donc de revenir sur les principaux enseignements de cette nouvelle vague d'enquête, afin de comprendre l'état de la société française à sept mois du scrutin et les dynamiques politiques et électorales qu'il est susceptible de favoriser.

Du pessimisme collectif au pessimisme individuel

La première chose qui frappe lorsque l'on observe l'état d'esprit des Français est la place prise par les émotions négatives. Invités à décrire les émotions qui décrivent le mieux leur état d'esprit, 59% citent l'inquiétude, 51% l'incertitude, 34% la fatigue, 30% la colère, 24% la révolte et 17% l'angoisse.



L'accumulation, et surtout l'évolution dans le temps de ces émotions négatives, donne à voir l'ampleur du phénomène. En octobre 2021, 56% des Français citaient encore au moins une émotion positive pour décrire leur état d'esprit. Ils ne sont plus que 32% aujourd'hui. En quelques années, c'est donc moins telle ou telle inquiétude particulière qui s'est imposée qu'un assombrissement général de la manière dont les Français regardent le présent.

Par ailleurs, c'est lorsqu'on les interroge sur l'avenir que le constat devient encore plus spectaculaire. 74% des Français considèrent désormais que la situation du pays va se détériorer dans les mois à venir, soit 29 points de plus qu'en 2021. Ce pessimisme traverse par ailleurs toute la société : il est majoritaire dans toutes les catégories d'âge comme dans toutes les familles politiques. Il atteint certes des sommets aux deux extrémités du spectre politique – 73% parmi les proches de La France insoumise (LFI) et 82% parmi ceux du Rassemblement national – mais il ne

peut plus être réduit à l'expression du mécontentement des seules oppositions.

Ce pessimisme français n'est évidemment pas entièrement nouveau. Depuis longtemps, les enquêtes d'opinion mettent en évidence un décalage entre le regard extrêmement sévère que les Français portent sur leur pays et une appréciation généralement moins négative de leur propre situation. On pouvait ainsi penser que « la France va mal » tout en considérant que, pour soi-même et pour ses proches, les choses n'étaient finalement pas si négatives. Or, c'est précisément cette frontière qui semble aujourd'hui commencer à s'effacer.

Lorsqu'on demande aux Français de penser non plus à la situation du pays, mais à ce qu'ils vont personnellement vivre dans les années à venir, seuls 28% se déclarent satisfaits de cette perspective. Le pessimisme n'est donc plus seulement une manière de regarder la France : il s'installe progressivement dans la façon dont chacun envisage son propre avenir.

Les difficultés économiques permettent de comprendre une partie de ce basculement. Près d'un Français sur deux – 47% – déclare aujourd'hui s'en sortir difficilement avec les revenus de son ménage. Cette proportion atteint 53% parmi les 35-59 ans, c'est-à-dire au cœur de la vie active. Plus frappant encore, 24% des personnes interrogées estiment qu'elles-mêmes ou l'un de leurs proches courent un risque important de chômage dans un avenir proche ; cette proportion atteint 39% parmi les actifs occupés, un chiffre considérable.

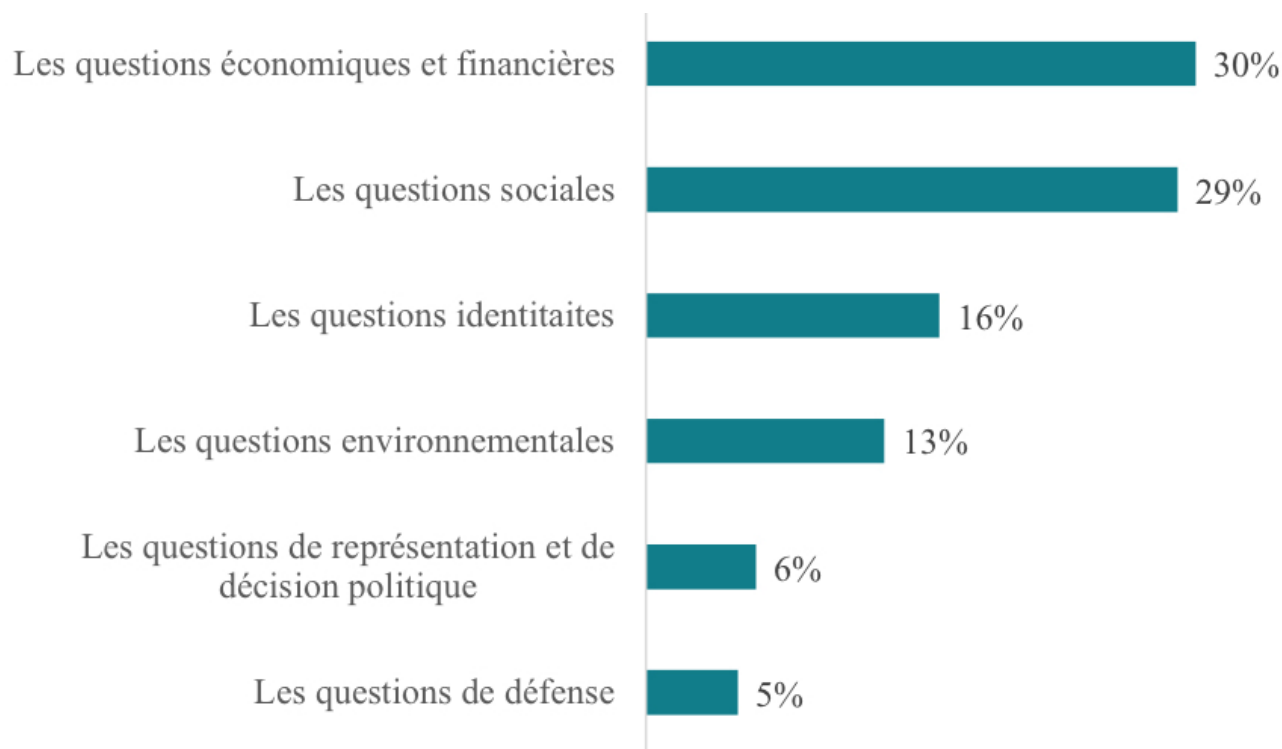
Derrière le pessimisme général se dessine donc une inquiétude beaucoup plus concrète, celle de ne plus parvenir à maintenir son niveau de vie, de voir sa situation professionnelle se fragiliser et, plus largement, de ne plus être certain que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. C'est sans doute là l'un des premiers éléments à retenir pour comprendre la France qui entre dans la campagne présidentielle de 2027. Le malaise collectif et les inquiétudes individuelles tendent désormais à se rejoindre. La dégradation du pays n'est plus seulement perçue comme un phénomène extérieur et lointain : elle semble susceptible d'avoir des conséquences directes sur sa propre existence.

Reste alors à comprendre ce que les Français identifient comme les causes de cette situation et, surtout, ce qu'ils considèrent désormais comme prioritaire.

L'économie au cœur des inquiétudes, les solutions dans l'impasse

Cette inquiétude qui gagne désormais les perspectives personnelles des Français permet de comprendre la hiérarchie de leurs préoccupations. À sept mois de l'élection présidentielle, ce sont très nettement les enjeux économiques et sociaux qui dominent : 30% des Français placent les

questions économiques et financières parmi leurs principales préoccupations et 29% citent les questions sociales. Les questions identitaires arrivent sensiblement derrière, à 16%, devant les enjeux environnementaux, à 13%, et les questions de défense, à 5%.



La campagne présidentielle s'ouvre donc d'abord sur une demande de réponses économiques et sociales. Mais dès lors que l'on cherche à comprendre précisément ce que les Français attendent dans ce domaine, une contradiction majeure apparaît.

Sur les grands principes, l'opinion semble en effet réclamer une forte remise en ordre des finances publiques. 80% des Français se déclarent favorables à une diminution du déficit budgétaire de l'État, 84% à une diminution de la dette publique et 79% à une baisse des dépenses de l'État. À première vue, le mandat paraît donc particulièrement clair : une très large majorité considère que la situation des finances publiques n'est plus tenable et qu'il faut agir.

Mais ce consensus disparaît presque entièrement dès lors que l'on quitte les objectifs généraux pour entrer dans les mesures concrètes. Le système de retraites en fournit une première illustration. Seuls 25% des Français sont favorables à une augmentation de l'âge minimum de départ à la retraite et 21% à une augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein. Dans le même temps, 59% souhaitent que le montant des retraites soit augmenté. Autrement dit, l'objectif de réduction des dépenses est massivement partagé tant qu'il reste abstrait, mais les mesures susceptibles de le traduire concrètement deviennent rapidement

minoritaires.

La même difficulté apparaît du côté des recettes. Aucune des hausses d'impôts ou de taxes testées ne recueille l'adhésion d'une majorité des Français. La mesure la mieux acceptée, l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, ne rassemble que 46% d'opinions favorables. À l'autre extrémité, seuls 9% accepteraient une augmentation de la TVA et 7% une hausse des taxes sur les carburants.

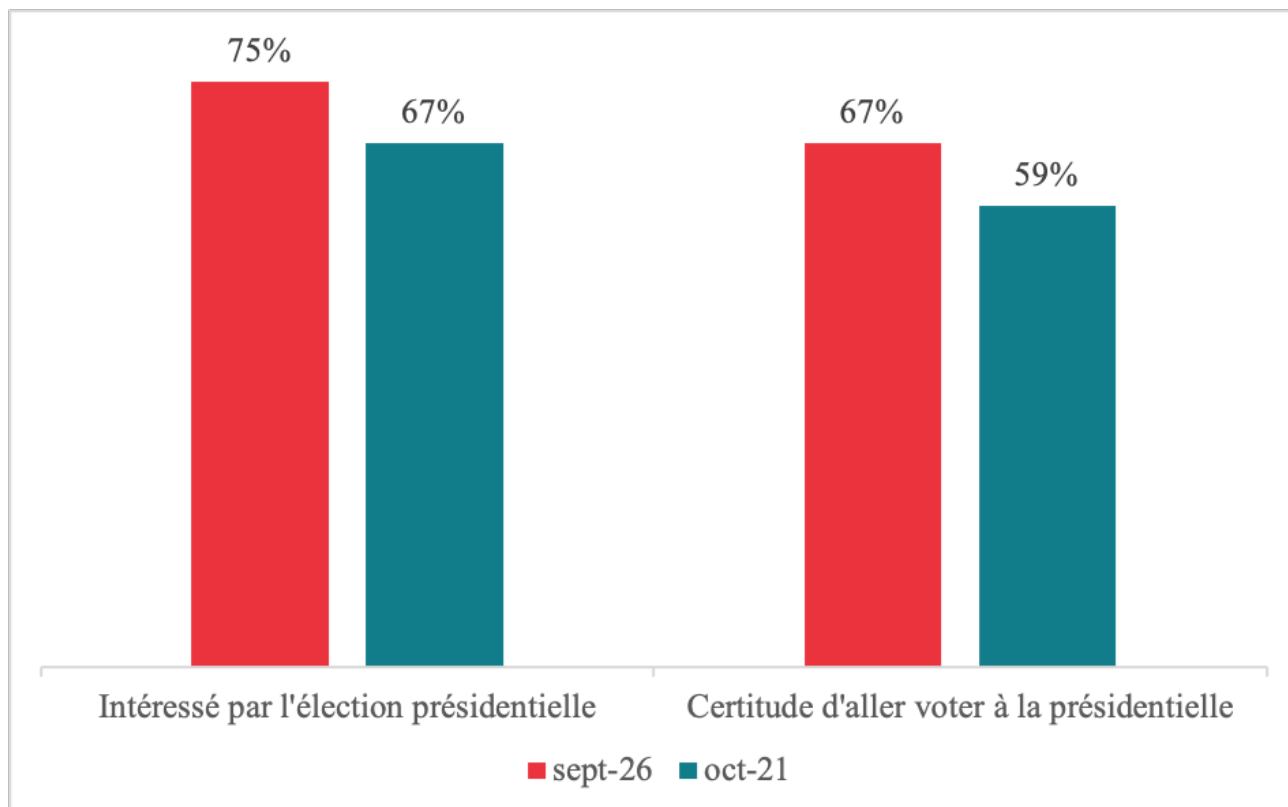
L'équation qui se dessine est donc particulièrement difficile à résoudre. Les Français veulent moins de déficits, moins de dettes et moins de dépenses publiques, mais ils semblent prêts ni à accepter une dégradation de leur protection sociale ni à consentir à une augmentation des prélèvements.

Il serait tentant de n'y voir qu'une contradiction de l'opinion, mais ce serait probablement aller trop vite. Ces résultats peuvent aussi traduire une demande adressée à l'État : celle de faire mieux avec les moyens dont il dispose déjà, de retrouver de l'efficacité avant de demander de nouveaux efforts aux citoyens. Mais, quelle qu'en soit l'interprétation, ils montrent surtout l'extrême difficulté des arbitrages qui attendent les responsables politiques. Désormais, le problème est double : les Français sont profondément inquiets de leur situation économique et de leur avenir, mais les solutions traditionnellement proposées pour répondre aux déséquilibres des finances publiques rencontrent elles-mêmes une forte opposition. La demande de changement existe donc sans qu'apparaisse, à ce stade, de consensus sur le chemin permettant d'y parvenir.

Une présidentielle chargée d'attentes considérables

Face à ce tableau, on pourrait s'attendre à ce que domine une forme de résignation. Après des années de crises successives, confrontés à une situation qu'ils jugent mauvaise et à des solutions qui paraissent difficiles à mettre en œuvre, les Français pourraient être tentés de se détourner des prochaines échéances électorales. Les données montrent pourtant exactement l'inverse.

À sept mois du scrutin, 75% des Français se disent intéressés par la prochaine élection présidentielle. C'est huit points de plus qu'en octobre 2021, à une période comparable avant la précédente présidentielle. Surtout, 67% déclarent aujourd'hui être certains d'aller voter, contre 59% cinq ans auparavant.

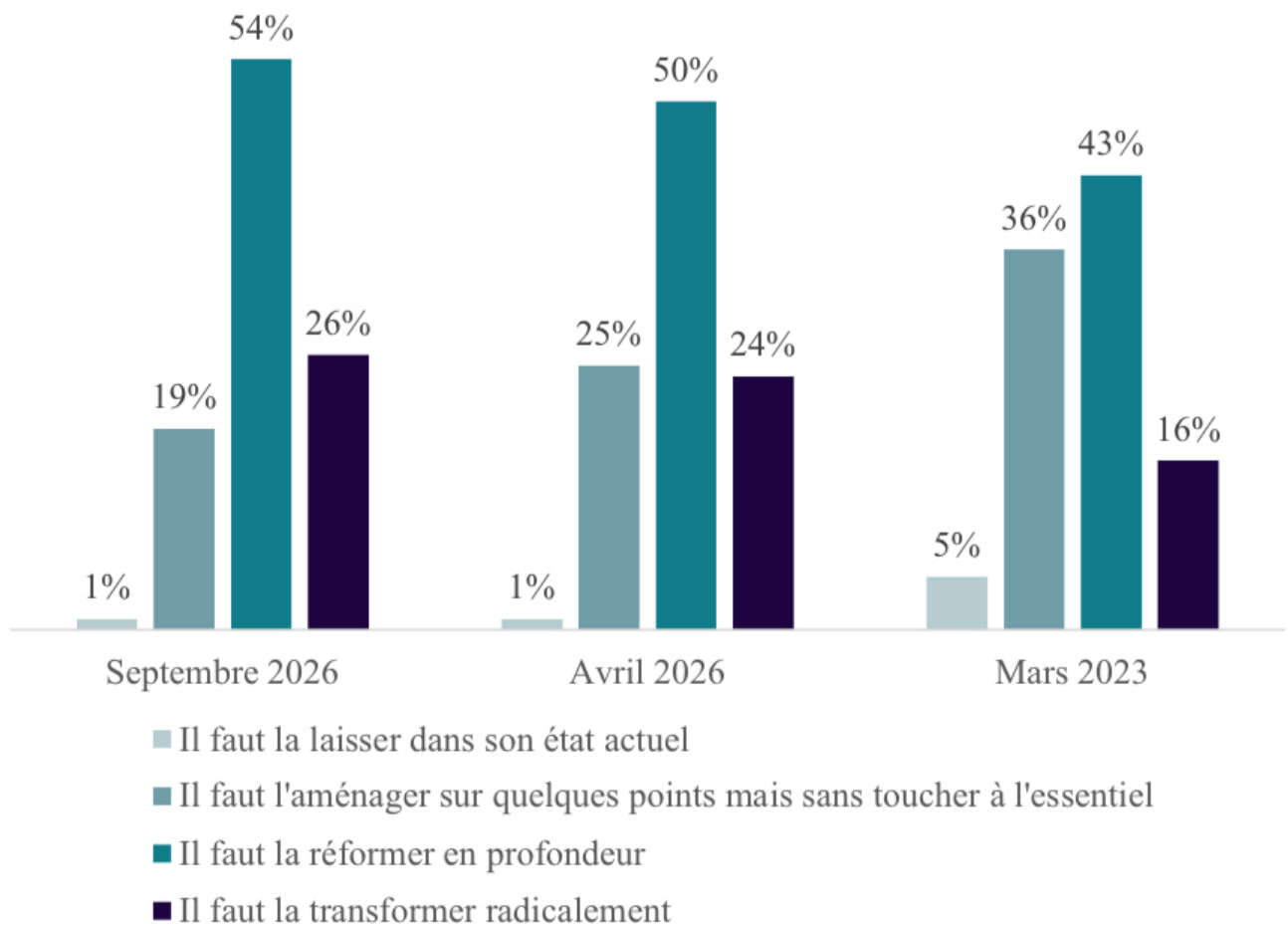


Le pessimisme qui traverse le pays ne semble donc pas conduire, pour l'instant, à un retrait du politique. Il s'accompagne au contraire d'une attente particulièrement forte à l'égard du prochain scrutin. C'est probablement là que réside l'un des principaux enseignements de cette enquête : plus les Français semblent considérer que la situation actuelle est insatisfaisante, plus ils paraissent attendre de la présidentielle qu'elle permette d'en sortir.

La nature de cette attente est, à cet égard, particulièrement révélatrice. 71% des personnes interrogées souhaitent que l'élection présidentielle permette de réaliser un véritable changement social et politique. Elles n'étaient que 51% à exprimer cette attente en 2021. À l'inverse, seuls 16% attendent prioritairement de l'élection qu'elle permette d'apaiser la France.

Ces chiffres dessinent une société qui ne demande donc pas d'abord à la prochaine présidentielle de refermer les fractures ou de retrouver de la stabilité. Elle lui demande de changer les choses. C'est lorsqu'on interroge plus largement les Français sur l'évolution souhaitable de la société que l'ampleur de cette demande apparaît véritablement. 26% considèrent désormais qu'il faut la transformer radicalement. Cette proportion a progressé de deux points depuis avril 2026 et de dix points depuis 2023. 54% estiment, de leur côté, qu'il faut la réformer en profondeur, soit quatre points de plus depuis avril 2026 et onze points de plus en trois ans. Au total, 80% des Français souhaitent aujourd'hui une transformation radicale ou en profondeur de la société française. Ils

n'étaient que 59% trois ans auparavant.



Cette aspiration n'est plus circonscrite à certaines franges de la population ou aux électeurs traditionnellement les plus contestataires. Elle est désormais majoritaire dans toutes les catégories d'âge, dans toutes les catégories socioprofessionnelles et dans toutes les grandes familles politiques. Même parmi les proches du bloc central – pourtant au pouvoir depuis près de dix ans et qui pourraient, à ce titre, être les plus enclins à privilégier une forme de continuité –, 64% souhaitent désormais une transformation radicale ou en profondeur de la société.

Un glissement s'opère ainsi progressivement. Le mécontentement ne se traduit plus seulement par le souhait que les politiques menées soient différentes. Pour une part croissante de la population, c'est désormais l'ampleur même du changement attendu qui augmente. Ce résultat prend une importance particulière lorsqu'on le replace dans la trajectoire dessinée jusqu'ici. Les Français regardent leur avenir avec pessimisme. Ils placent les difficultés économiques et sociales au premier rang de leurs préoccupations. Ils peinent à identifier des arbitrages susceptibles de résoudre les difficultés auxquelles le pays est confronté. Et, loin de se résigner, ils investissent la prochaine présidentielle de l'espoir qu'elle permettra un changement majeur.

À ce stade, pourtant, une question demeure : contre quoi cette demande de changement est-elle dirigée ? Les résultats de l'enquête apportent sur ce point une réponse particulièrement nette. Pour une grande partie des Français, le problème ne réside plus seulement dans les politiques conduites, il concerne également ceux qui les conduisent.

Du désir de changement au rejet de ceux qui gouvernent

Si les Français souhaitent à ce point que les choses changent, c'est aussi parce qu'ils portent un jugement extrêmement sévère sur ceux qui les ont gouvernés jusqu'à présent.

La défiance envers les responsables politiques n'est certes pas nouvelle en France. Mais les niveaux atteints aujourd'hui témoignent d'une dégradation particulièrement profonde de leur image. 89% des Français considèrent désormais que les responsables politiques parlent trop et n'agissent pas assez, soit quinze points de plus qu'en 2021. 77% estiment que le peuple n'est pas bien représenté à l'Assemblée nationale. Plus sévère encore, 78% considèrent que les responsables politiques ont conduit le pays à la faillite.

Mis en regard des résultats précédents, ces chiffres prennent une signification particulière. Les Français ne sont pas seulement convaincus que la situation du pays se détériore : ils semblent en attribuer une large part de la responsabilité à ceux qui ont été chargés de le gouverner.

C'est ce qui donne à la demande de changement une dimension supplémentaire. Changer les politiques conduites ne semble plus suffire. Pour une partie importante de la population, ce sont également les acteurs qui les conduisent, et parfois les mécanismes par lesquels les décisions sont prises, qui sont remis en cause.

Les réponses concernant les différentes manières de gouverner le pays sont particulièrement révélatrices de ce glissement. 65% des Français considèrent ainsi qu'une bonne façon de gouverner serait de confier les décisions à des experts plutôt qu'à un gouvernement, afin qu'ils décident de ce qui leur semble le meilleur pour le pays. Cette proportion a progressé de dix-huit points depuis 2021. Dans une logique pourtant presque inverse, 65% considèrent également que les décisions politiques les plus importantes devraient être prises directement par le peuple plutôt que par des responsables politiques professionnels, soit dix-neuf points de plus qu'en 2021. Ces deux aspirations peuvent sembler contradictoires : d'un côté, remettre la décision entre les mains de « ceux qui savent » ; de l'autre, la rendre directement au peuple. Mais elles ont un point commun essentiel : dans les deux cas, les représentants politiques sont contournés.

Plus préoccupant encore, 39% des Français considèrent désormais qu'avoir à la tête du pays un homme fort qui n'aurait pas à se préoccuper du Parlement et des élections constituerait une bonne manière de gouverner. Là encore, cette proportion progresse – de cinq points depuis 2021.

Il faut toutefois se garder d'en tirer la conclusion que les Français se détourneraient massivement de la démocratie. 93% continuent à considérer qu'elle constitue une bonne manière de gouverner le pays. Le problème est ailleurs, l'attachement au principe démocratique demeure extrêmement fort, tandis que la confiance dans son fonctionnement concret et dans ceux qui l'incarnent s'affaiblit.

Le mouvement que dessinent les résultats de l'enquête commence alors à apparaître plus nettement. Au pessimisme sur l'avenir s'est ajoutée une demande de changement particulièrement forte. À cette demande de changement répond désormais une conviction largement répandue : ceux qui ont gouverné jusqu'ici ne sont pas capables de le produire. Dès lors, une dernière barrière peut commencer à s'affaiblir. Lorsque la continuité n'est plus souhaitée, que les responsables politiques traditionnels sont tenus pour responsables de la situation et que les mécanismes habituels de la représentation sont eux-mêmes contestés, les solutions autrefois considérées comme trop radicales peuvent commencer à apparaître sous un jour différent.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Quand la radicalité n'est plus un repoussoir

C'est l'un des résultats les plus saisissants de cette enquête : 48% des Français considèrent aujourd'hui qu'il n'y a pas assez d'idées et de comportements radicaux dans la société française. Cette proportion a progressé de onze points depuis le mois d'avril 2026. Près d'un Français sur deux estime donc désormais que le problème de la société française n'est pas qu'elle serait devenue trop radicale, mais qu'elle ne le serait pas suffisamment.

Le résultat prend tout son sens à la lumière de ce que nous avons observé jusqu'ici. Dans une société qui regarde son avenir avec pessimisme, qui souhaite massivement une transformation en

profondeur, qui juge sévèrement ceux qui l'ont gouvernée et qui doute de plus en plus du fonctionnement de ses institutions représentatives, la « radicalité » ne revêt plus nécessairement la même signification. Ce qui apparaissait hier comme excessif peut être perçu comme proportionné à la gravité de la situation. Ce qui semblait trop brutal peut donner l'impression d'être à la hauteur du changement attendu. Et ceux qui proposent de rompre avec les politiques menées jusqu'ici disposent alors d'un avantage considérable sur ceux qui donnent le sentiment de vouloir seulement les infléchir.

Cette demande de radicalité est particulièrement forte aux deux extrémités du spectre politique. 55% des proches de LFI considèrent qu'il n'y a pas assez d'idées et de comportements radicaux dans la société française. Mais c'est parmi les proches du Rassemblement national (RN) que cette aspiration est la plus spectaculaire : 71% partagent désormais cette opinion, soit quinze points de plus qu'au mois d'avril 2026. Le principal foyer de cette demande de radicalité se situe donc aujourd'hui au sein de l'électorat du RN.

Ce constat invite à regarder différemment l'une des transformations politiques les plus commentées de la dernière décennie : la « dédramatisation » du RN et de Marine Le Pen. Celle-ci est généralement interprétée comme un processus par lequel le parti aurait progressivement atténué ce qui pouvait apparaître comme le plus radical dans son image et ses propositions, afin de devenir acceptable pour une part croissante de l'électorat. Les résultats de l'enquête obligent pourtant à nuancer fortement cette lecture. 80% des Français continuent de considérer que Marine Le Pen défend des idées radicales. Plus frappant encore, cette perception est largement partagée par ses propres électeurs : 74% d'entre eux considèrent eux aussi ses idées comme radicales.

Autrement dit, la progression électorale de Marine Le Pen ne peut pas être simplement interprétée comme la conséquence d'une disparition de sa radicalité aux yeux de l'opinion. Les Français continuent très largement à la percevoir. Ce qui a changé est peut-être aussi ailleurs : la société française elle-même entretient désormais un rapport différent à la radicalité. Marine Le Pen n'atteint peut-être pas aujourd'hui un niveau électoral aussi élevé malgré la radicalité que les Français lui attribuent, mais, pour une partie de l'électorat, aussi parce que cette radicalité paraît en phase avec l'ampleur du changement attendu. Le raisonnement peut également s'appliquer, dans une moindre mesure et à l'autre extrémité du spectre politique, à Jean-Luc Mélenchon.

Lorsque l'aspiration dominante n'est plus à la continuité, mais à la transformation profonde, les candidats qui incarnent depuis longtemps une rupture avec l'ordre politique existant bénéficient mécaniquement d'un contexte plus favorable que ceux qui doivent convaincre qu'ils peuvent produire un changement profond.

À ce stade, le chemin parcouru depuis le début de cette enquête prend donc une signification politique beaucoup plus nette. Le pessimisme nourrit une demande de changement ; cette demande se heurte à une défiance massive envers ceux qui gouvernent ; et cette défiance contribue à rendre plus attractives des offres politiques qui promettent une rupture beaucoup plus profonde.

La rupture prend aujourd'hui l'avantage dans les urnes

La traduction électorale de cette demande de changement est aujourd'hui particulièrement nette. À sept mois de l'élection présidentielle, ce sont les candidats qui incarnent les formes de rupture les plus fortes avec l'ordre politique existant qui occupent une place centrale dans les intentions de vote.

	Hypothèse : Glucksmann / Attal / Philippe	Hypothèse : Glucksmann / Philippe	Hypothèse : Glucksmann / Attal	Hypothèse : Faure / Attal / Philippe	Hypothèse : Faure / Philippe	Hypothèse : Faure / Attal
Jean Luc- Mélenchon	15,50%	15,50%	15,50%	16,50%	16,50%	17%
Fabien Roussel	2,50%	2,50%	2,50%	3%	3,50%	3,50%
Marine Tondelier	4%	4%	4,50%	5%	5,50%	5,50%
Raphaël Glucksmann	11,50%	12,50%	13,50%			
Olivier Faure				4,50%	5%	5,50%
Gabriel Attal	6%		13%	7,50%		15,50%
Edouard Philippe	14%	17,50%		16%	21%	
Bruno Retailleau	7%	8%	10%	7%	7,50%	10,50%
Nicolas Dupont- Aignan	2%	2%	2%	2%	2%	2,50%
Marine Le Pen	33%	33,50%	34%	34%	34,50%	35%
Éric Zemmour	4%	4%	4,50%	4%	4%	4,50%

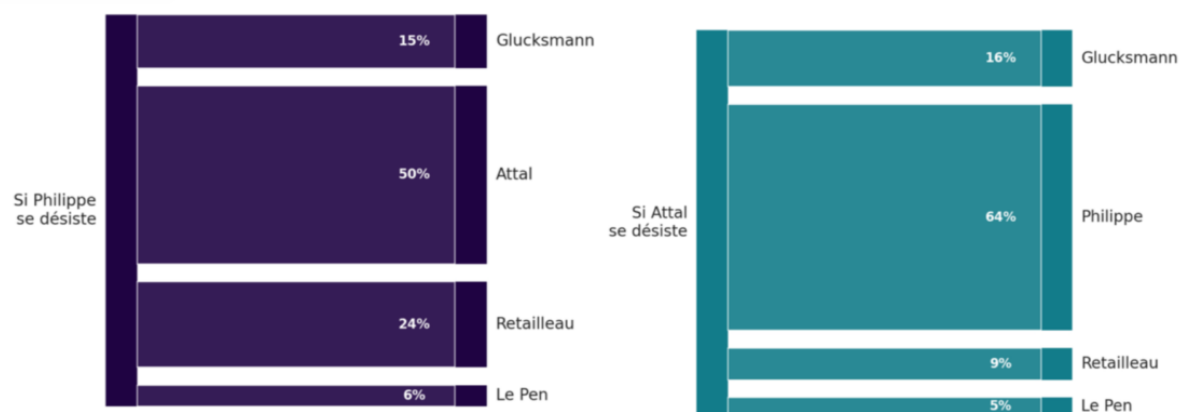
Marine Le Pen, tout d'abord, se situe désormais entre 33% et 35% selon les différentes configurations testées. Ce niveau la place très largement en tête du premier tour et prend une dimension particulière lorsqu'on le compare à la situation observée cinq ans plus tôt : en octobre 2021, elle n'était mesurée qu'à 16% des intentions de vote. À l'autre extrémité du spectre politique, Jean-Luc Mélenchon recueille entre 15,5% et 17% des intentions de vote. Là encore, la progression par rapport à la même période avant la précédente présidentielle est spectaculaire : il n'était crédité que de 8% en octobre 2021.

Bien sûr, ces comparaisons doivent être maniées avec une grande prudence. À sept mois d'une

élection présidentielle, rien n'est figé. L'automne 2021 en fournit d'ailleurs une illustration particulièrement éclairante. Emmanuel Macron était alors mesuré à 24%, Éric Zemmour à 16%, Marine Le Pen à 15%, Xavier Bertrand à 13%, Yannick Jadot à 9% et Jean-Luc Mélenchon à 8%. Quelques mois plus tard, le rapport de force issu des urnes fut sensiblement différent.

Les intentions de vote actuelles ne disent donc pas ce que sera le résultat du premier tour. Elles disent en revanche quelque chose du point de départ de la campagne. Et, de ce point de vue, le signal est difficile à ignorer : les deux candidats qui incarnent le plus nettement une rupture avec le système politique actuel sont aujourd'hui placés à des niveaux particulièrement élevés.

Cette situation est d'autant plus importante que le reste du paysage politique demeure profondément fragmenté. Au sein du bloc central, Édouard Philippe dispose aujourd'hui d'un avantage net sur Gabriel Attal. Lorsque les deux candidatures sont testées simultanément, le premier recueille 14% des intentions de vote contre seulement 6% pour le second. Lorsqu'Édouard Philippe est le seul candidat du bloc central, il atteint 17,5% et devance Jean-Luc Mélenchon de deux points. Lorsque Gabriel Attal se présente seul, il recueille 13%, derrière à la fois Jean-Luc Mélenchon et Raphaël Glucksmann.



Cette asymétrie est importante : Édouard Philippe semble capable de récupérer une large partie des électeurs qui se porteraient sur Gabriel Attal en son absence, alors que l'inverse n'est pas vrai. À ce stade, il apparaît donc clairement comme le candidat le mieux placé pour rassembler le bloc central. Mais même dans l'hypothèse qui lui est la plus favorable, son avance sur Jean-Luc Mélenchon reste limitée.

La conséquence est majeure : en l'absence d'une candidature unique du bloc central, Jean-Luc Mélenchon se qualifie aujourd'hui pour le second tour dans toutes les configurations testées. À gauche, Raphaël Glucksmann occupe une position différente. Il n'est pas encore sorti du processus

de primaire, mais son potentiel électoral apparaît sensiblement supérieur à celui d'Olivier Faure : il est mesuré à 11,5% des intentions de vote, contre 4,5% lorsque le premier secrétaire du Parti socialiste est testé à sa place. Raphaël Glucksmann reste néanmoins, dans les configurations actuelles, à quatre ou cinq points d'une qualification au second tour.

Le paysage qui se dessine à sept mois du scrutin est donc singulier. Marine Le Pen dispose d'une avance considérable sur tous ses concurrents. Jean-Luc Mélenchon se trouve en position de qualification dès lors que le bloc central se divise. Édouard Philippe demeure celui qui, au centre, résiste le mieux à cette dynamique, tandis que Raphaël Glucksmann dispose d'un espace significatif sans parvenir, à ce stade, à rejoindre le duo de tête.

Conclusion : le moment gaullien ou le saut dans le vide

À sept mois de l'élection présidentielle, rien n'est évidemment joué. Les candidatures ne sont pas toutes arrêtées, la campagne commence seulement et l'expérience des précédents scrutins invite à la plus grande prudence lorsqu'il s'agit de transformer une photographie électorale en prédiction. Mais si cette enquête ne permet pas de dire qui gagnera en 2027, elle permet déjà de comprendre dans quel pays se jouera cette élection.

La France qui entre dans cette campagne est profondément pessimiste. La nouveauté tient moins au regard sombre que les Français portent sur leur pays – celui-ci est ancien – qu'à la manière dont cette inquiétude gagne désormais leur propre avenir. Le pessimisme collectif et le pessimisme individuel, longtemps relativement dissociés, tendent à se rejoindre.

Dans le même temps, les Français s'intéressent fortement à la prochaine présidentielle et en attendent beaucoup. La demande de changement atteint des niveaux rarement observés et ne concerne plus seulement telle ou telle politique publique : 80% souhaitent désormais que la société soit transformée radicalement ou réformée en profondeur.

Néanmoins, cette aspiration se heurte à une difficulté majeure. Les Français savent davantage ce qu'ils ne veulent plus que ce qu'ils sont prêts à accepter pour sortir de la situation actuelle. Ils réclament simultanément une réduction de la dette, du déficit et des dépenses publiques, tout en rejetant très largement les mesures concrètes susceptibles de diminuer certaines dépenses ou d'augmenter les recettes.

Cette difficulté à dessiner un chemin collectif intervient au moment même où la défiance envers ceux qui devraient précisément le proposer atteint des niveaux considérables. Les responsables

politiques sont jugés impuissants, le peuple mal représenté et les institutions représentatives de plus en plus contournables. L'attachement à la démocratie demeure massif, mais la confiance dans ceux qui la font fonctionner s'érode.

C'est dans cet enchaînement que la progression de la radicalité prend tout son sens. Lorsque la situation présente devient insupportable, que l'avenir paraît bouché et que ceux qui ont gouverné sont considérés comme responsables de cette situation, promettre la rupture peut cesser d'apparaître comme un risque pour devenir une promesse.

C'est peut-être ainsi qu'il faut comprendre le niveau atteint aujourd'hui par Marine Le Pen, non pas seulement comme l'aboutissement d'une stratégie de dédramatisation qui aurait progressivement fait disparaître sa radicalité aux yeux des Français. Ceux-ci continuent, à 80%, de considérer qu'elle défend des idées radicales. Mais cette radicalité intervient désormais dans une société où près d'un Français sur deux estime qu'il n'y a justement pas assez d'idées et de comportements radicaux. Marine Le Pen n'est donc peut-être pas aujourd'hui aussi haute malgré la radicalité qui lui est attribuée. Pour une partie de la population, elle l'est aussi parce que cette radicalité répond à l'ampleur du changement attendu. Dans une moindre mesure, Jean-Luc Mélenchon bénéficie de la même dynamique à l'autre extrémité du spectre politique.

Face à une telle situation, défendre la continuité ne suffira pas. Mais dénoncer les dangers de la rupture ne suffira probablement pas davantage. Lorsque le présent est jugé aussi négativement, expliquer que le changement pourrait être pire que ce qui existe déjà risque de perdre une grande partie de sa force. L'enjeu pour les forces qui refusent les solutions proposées par le RN ou LFI est donc autrement plus difficile : il leur faut parvenir à incarner le changement sans abandonner la responsabilité, proposer une transformation suffisamment profonde pour répondre à l'état du pays, mais suffisamment cohérente pour ne pas se réduire à une addition de promesses contradictoires.

C'est en cela que les sept prochains mois pourraient constituer une forme de moment gaullien. Non pas parce que la France attendrait nécessairement un nouveau de Gaulle ou un quelconque homme providentiel, mais parce que les périodes de profond pessimisme et de défiance ne peuvent probablement pas être surmontées par la seule gestion de l'existant. Elles appellent une direction, une capacité à hiérarchiser les choix et, surtout, une représentation suffisamment forte de l'avenir pour permettre à une société de s'y projeter de nouveau.

Les Français savent qu'ils veulent que les choses changent. Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir qu'elles changent profondément. Mais aucune offre politique ne semble, pour l'instant, avoir

réussi à transformer cette volonté de rupture en un horizon collectif positif, cohérent et crédible. Il reste sept mois pour y parvenir. À défaut, ceux qui promettent le saut dans le vide disposeront d'un avantage considérable : celui de s'adresser à une société qui, pour une part croissante d'entre elle, semble désormais considérer que le plus grand risque serait de continuer comme avant.